

L'APRÈS-AÏD

Fin d'hibernation pour les partis et les institutions ?

Le mois de Ramadhan aura été un tir politique à blanc. Le mois des entre-parenthèses où rien de particulièrement notable ne s'est produit, hormis la rentrée au pays de Bouteflika, toujours convalescent, après un long séjour médical en France. L'après-Aïd ? Regain de vitalité politique ou prolongement des frémissements qui jusque-là tiennent lieu d'activité ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le retour au pays du Président Bouteflika n'a pas endigué la torpeur politique qui a gagné le pays dès l'été approchant. A quelques rares exceptions, le wait and see est général. Partout, l'attente.

Dans un espace communicationnel hermétiquement fermé, les initiatives se sont faites hésitantes.

Le Front de libération nationale (FLN) ne sait toujours pas à quel secrétaire général se vouer. Idem pour le Rassemblement national démocratique (RND). L'un comme l'autre des deux partis, foncièrement arrimés au pouvoir, préfèrent jouer les différés, prendre le temps de voir dans quelle direction souffleront les vents. On sait déjà que pour se sortir de leurs crises organiques

durables, les FLN et RND ont choisi de fixer des échéances lointaines. Pas avant la rentrée sociale.

Le reste de la classe politique, non affectée par le virus des redressements, ne prévoit rien d'autre que des conclaves de formations militantes, qui d'ordinaire sont de peu d'impact sur la vie politique publique.

Les islamistes ont passé leur temps à essayer de façonner une stratégie qui pourrait les porter aux cimes. Ils ne savent toujours pas s'il faille se résoudre à des chevauchées solitaires ou foncer en diligence. Il faut dire, qu'outre l'illisibilité politique, aggravée par la maladie du chef de l'Etat, le mois de Ramadhan est généralement dédié

au farniente. Mais après ? il est normalement beaucoup de retards à rattraper : une hypothétique loi de finances complémentaire (LFC) à adopter puis promulguer, si ce n'est déjà trop tard, une Constitution à réviser, des remaniements et des mouvements à opérer et, pour la classe politique, se préparer à l'élection présidentielle, échéance politique cardinale. Faut-il s'attendre à des proclamations de candidatures ?

Hormis Ahmed Benbitour qui s'est déjà mis sur la ligne de départ, le reste des candidatures potentielles préfère ne rien précipiter, faisant sien la maxime qui dit qu'il ne sert à rien de courir qui sait partir à point. Août sera-t-il à tout le moins le

mois de tous les rattrapages au niveau institutionnel ? Pas si sûr. D'abord, c'est encore les vacances, ensuite cela dépend du retour ou pas de Bouteflika aux affaires, tant est qu'il concentre l'essentiel de la décision politique et de la prérogative institutionnelle. Seul le gouvernement, devant plus pallier l'éclipse du chef de l'Etat qu'entreprendre véritablement, devra assurer la permanence estivale. Il a d'ailleurs à préparer, dans le sillage de la rentrée sociale, une tripartite qu'il a annoncée pour septembre.

Une tripartite qui, première mais maigre concession, sera ouverte aux syndicats autonomes à titre d'observateurs.

S. A. I.

SITUATION SÉCURITAIRE AU MAGHREB

L'Algérie récupère son rôle d'acteur pivot

L'Algérie, qui a eu à souffrir de la solitude diplomatique durant les années de braise, se repositionne graduellement sur l'échiquier nord-africain. Elle se retrouve, par la contrainte du voisinage, propulsée au rang de partenaire incontournable des stratégies sécuritaires au niveau de la région.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Plus franchement, l'Algérie s'associe à l'effort sécuritaire consenti par les pays voisins que sont la Tunisie et la Libye. Des pays qui font l'expérience démocratique, douloureusement, faut-il le dire, tant est que l'islamisme, dans ses deux versions soft et radicale, s'est engouffré dans les brèches ouvertes par les révoltes ayant soldé les comptes avec les anciennes dictatures.

Avant la célébration de la fête de l'Aïd, les Premiers ministres libyen et tunisien ont accouru vers Alger pour conclure des accords de coopération sécuritaire renforcée.

Les Libyens, comme les Tunisiens, qui mesurent la gravité de la menace terroriste, se tournent vers l'Algérie, l'acteur régional qu'ils jugent le plus à même de concourir à leur éviter de sombrer dans le pire. Parce que l'Algérie a eu à combattre, seule, le phénomène durant de longues années, et donc disposant d'assez d'expérience pratique en



Le ministre tunisien est venu à Alger pour conclure des accords de coopération sécuritaire.

la matière mais aussi parce qu'elle partage avec eux de vastes frontières.

Le second fait l'implique forcément, étant donné la nature transnationale du terrorisme.

La sollicitude libyenne et tunisienne intervient alors que l'Algérie s'était bien gardée d'appuyer les révoltes dans ces pays. Une attitude qui, au demeurant, a failli provoquer

des embrouilles diplomatiques, notamment avec les Libyens qui percevaient la position algérienne à l'époque comme un appui au régime de Kadhafi.

Confrontées à la réalité du terrorisme, la Libye et la Tunisie se sont rendues à l'évidence qu'elles ne peuvent se sortir de l'impasse sécuritaire sans l'appui de l'Algérie. Du coup, cette dernière se voit conviée à

jouer le rôle pivot dans les stratégies sécuritaires régionales. Et inmanquablement, elle engrange de supplémentaires bonus diplomatiques, lesquels combleraient ainsi le déficit que lui a occasionné sa neutralité observée au moment où se jouait le sort des dictatures de Ben Ali et de Kadhafi.

L'impact diplomatique de la coopération sécuritaire avec les deux voisins de l'Est est plus prépondérant que l'implication dans le fameux Cimoc, mis en place pour une synergie sécuritaire dans la sous-région du Sahel.

Le mécanisme a manqué de portée, après la sous-traitance accordée à la France pour résoudre militairement la crise malienne.

L'intervention française au Mali a fait perdre au Cimoc, à la mise en place duquel l'Algérie a grandement contribué, l'occasion de tester ses capacités opérationnelles réelles. Aussi moindres étaient les retombées diplomatiques de cette coopération sécuritaire avec les pays de la sous-région du Sahel, réduite à l'échange d'informations et à des veilles aux frontières.

En tout cas moins appréciables que celles qu'aurait générées la mise en action du Cimoc, puisque, de par son expérience dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie se destinait forcément au rôle le plus important. Un rôle qu'elle récupère avec la sollicitude venue de l'Est.

S. A. I.

SELON LE HCR

Hausse des demandeurs d'asile en Algérie

Dans son dernier rapport sur ses activités en Algérie, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) fait état de l'enregistrement au terme du mois d'août de 2012, de 120 réfugiés et plus de 1 300 demandeurs d'asile, originaires pour la plupart de pays d'Afrique subsaharienne.

Karima Bennour - Alger (Le Soir) - Les rédacteurs du rapport du HCR relèvent que depuis le déclenchement des «hostilités au début de l'année 2012», un nombre important de Maliens ont fui leur pays pour se réfugier en Algérie.

Les chiffres prévisionnels du HCR pour la période allant de janvier à décembre 2013 font état de 1 500 réfugiés maliens dont 40 sont assistés par les services du HCR qui voit ce nombre s'élever à 90 sur les 1 500 d'ici fin décembre prochain.

Autres personnes qui se sont réfugiées chez nous, les Syriens. Le HCR fait état dans son rapport de près de 10 000 Syriens demandeurs d'asile dont uniquement 60 sont assistés par les services du HCR, selon ses chiffres prévisionnels pour la période allant de janvier à décembre 2013.

Période qui, à son terme, connaîtra selon les prévisions avancées par l'organisme onusien 15 000 Syriens demandeurs d'asile dont 400 seront assistés par le HCR. Les rédacteurs

du rapport ont, par ailleurs, souligné le rôle du Croissant-Rouge algérien à porter assistance aux réfugiés maliens et syriens. «Tant les Maliens que les Syriens bénéficient de l'assistance du Croissant-Rouge algérien, qui dispose actuellement des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de ces deux populations réfugiées», mentionne le HCR.

S'agissant de la nationalité et du nombre de demandeurs d'asile au terme de l'année 2012, le Cameroun vient en tête. Les 700 Camerounais bénéficiant tous de l'assistance du HCR sont demandeurs d'asile, dont 32% de femmes et 12% ont moins de 18 ans, selon les chiffres du HCR.

La Côte d'Ivoire vient à la seconde place avec 280 demandeurs d'asile dont 31% sont des femmes et 14%

ont moins de 18%. Durant l'exercice de l'année 2012, le HCR fait état de 240 Syriens qui ont formulé des demandes d'asile dont 27% de femmes et 30% ont moins de 18 ans.

Le HCR, pour rappel, avait comme principale population des réfugiés bénéficiaires de son concours dans notre pays, les Sahraouis. Ces derniers en l'absence de l'application du droit international pour une question de décolonisation inscrite à l'ONU, continuent d'être tributaires de l'assistance internationale, notamment celle de l'ONU.

Le HCR souligne, à ce propos, qu'il continuera à investir dans des secteurs cruciaux, tels que l'eau, la nutrition, la santé et l'éducation dans les camps des réfugiés sahraouis de Tindouf. S'agissant des Palestiniens,

le rapport fait état de 4 000 qui vivent en Algérie en précisant qu'ils «sont bien intégrés et n'ont jamais pris contact avec le HCR», lit-on.

Notons que pour l'année 2012, les besoins financiers de la mission du HCR en Algérie ont été estimés à 25,5 millions de dollars correspondant aux activités programmées pour les réfugiés sahraouis et qu'unique-ment 13,6 millions de dollars ont pu être dépensés.

Et pour conclure son rapport, le HCR a fait savoir que «les réfugiés et les demandeurs d'asile vivant en milieu urbain sont toujours confrontés, en Algérie, aux difficultés suscitées par l'absence de statut juridique spécifique et le fait qu'ils ne possèdent pas de permis de séjour».

K. B.